

Jean-Frédéric Poisson : "Emmanuel Macron en visite à l'usine Whirlpool, ne nous laissons pas bernier"



Alors que le candidat d'En Marche doit se rendre à l'usine Whirlpool, le député et président du PCD mets en garde contre le positionnement d'Emmanuel Macron, cette tentation du "tout libéral et du tout marchand".

Avec Jean-Frédéric Poisson

Emmanuel Macron se rend demain à l'usine Whirlpool d'Amiens, promise à une fermeture en mai de l'année prochaine pour être délocalisée en Pologne. Cette « affaire » est emblématique de l'échec de François Hollande et d'Emmanuel Macron en matière économique et européenne. Quelle que soit la nouvelle pirouette par laquelle il s'en sortira lors de son coup de communication sur place, j'en appelle à ce que les Français – et particulièrement les plus précaires – ne soient pas dupes. Alors qu'ils attendent plus de protection de la part de l'Etat, ils auront, avec Emmanuel Macron élu président de la République, plus de dérégulation et moins de protection. Cette inquiétude, cette angoisse même pour certains d'être sacrifiés sur l'autel du « marché » les taraudent déjà. C'est ce qu'indique le vote massif pour Jean-Luc Mélenchon et Marien Le Pen dimanche dernier.

Dans cette campagne présidentielle, déplorable à de nombreux titres, les véritables enjeux autour de la question de l'économie et du social n'ont quasiment jamais été évoqués. Les responsables politiques français doivent prendre conscience de l'ampleur du défi que la France aura à affronter dans les prochaines années en ce qui concerne la question de la répartition des richesses, et donc de celle de la création de cette richesse et simultanément de celle du travail.

« Rien n'a été fait dans le dernier quinquennat pour que l'Etat protège davantage les Français. [...] Cette attente doit être prise en compte »

Rien n'a été fait dans le dernier quinquennat pour que l'Etat protège davantage les Français. Or, en bon successeur de François Hollande, aucune des propositions d'Emmanuel Macron ne répond à cette attente. Bien au contraire, la société d'ultra-mobilité qu'il appelle de ses vœux donne une importance démesurée à la logique économique. Elle réduit les Français à devenir des déracinés économiques, et par là même, des variables d'ajustement soumis aux lois du marché et surtout de la consommation. Son projet est celui d'un privilégié s'adressant aux privilégiés ; pour les autres, le modèle d'ultra-mobilité de Macron n'est rien d'autre qu'ultra-instabilité. La dérégulation généralisée de la société française est, dit-il, une question de liberté. Mais quelle serait cette liberté qui nous soumettrait aux aléas d'un système sur lequel on perdrait tout contrôle et dont la seule loi serait, j'insiste, celle d'un marché sur lequel aucune influence ne serait en réalité possible bien que la course à l'accès à tout dans l'instant devienne l'alpha et l'oméga de l'épanouissement individuel ? Dans ce système, les travailleurs, et spécialement les précaires et les plus fragiles, seraient traités comme de simples ressources interchangeables.

« *La société d'ultra-mobilité que Macron appelle de ses vœux réduit les Français à une forme de variable d'ajustement économique.* »

Au moment où nous devons choisir entre deux visions radicalement opposées pour la France, j'invite les Français à prendre en compte dans leur discernement cette tentation du tout libéral et du tout marchand sur laquelle repose le programme d'Emmanuel Macron. Je refuse que la logique financière domine celle des échanges humains.